

RAPPORT DE LA RECHERCHE EXPLORATOIRE SUR LES BESOINS EN FINANCEMENT DE LA COMMUNAUTE QUEER D'AFRIQUE CENTRALE

Par Théo DONGMO & Larissa KOJOUE

AVEC LE SOUTIEN DE :

Nataka GMAKAGNI (QAYN)
Solange A. MUSANGANYA (QAYN)
Caroline KOUASSIAMAN (ISDAO)
Cléo KAMBUGU (UHAI)
Sandrine ATEH (AVAF)

Sommaire

INTRODUCTION.....	4
I-CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT.....	5
II- BESOINS EN FINANCEMENT.....	7
III-RECOMMANDATIONS.....	9
IV) PROCHAINES ÉTAPES.....	11
CONCLUSION.....	13

INTRODUCTION

On peut remonter l'émergence d'un **mouvement queer** (*entendu ici ensemble des mobilisations collectives des personnes s'identifiant comme LGBT*) en Afrique centrale au tournant de l'année 2010.

Le mouvement est jeune et en pleine expansion dont 40% des organisations créées ces 3 dernières années. Le mouvement paraît fragile, dû à plusieurs facteurs : d'une part l'enclavement géographique (peu d'infrastructures reliant les pays entre eux), la question des conflits frontaliers (en République centrafricaine, au Cameroun et en République démocratique du Congo) la langue (le français est la langue la plus partagée entre pays, alors qu'au plan international, c'est l'anglais qui est privilégié), des situations légales très différentes. Par exemple, le Cameroun et le Tchad criminalisent précisément les relations homosexuelles, les deux Congo ayant une loi sur la famille qui ne permet pas aux personnes homosexuelles d'avoir une famille, la République centrafricaine a un vide juridique, mais fait répression en faisant référence aux lois sur les mœurs ; le Gabon et l'Angola ont dépénalisé l'homosexualité. Le contexte social est plus alarmant (situation économique faible partout), et ce manque de ressources représente un obstacle à la dynamique organisationnelle du **mouvement queer**.

Pourtant, avec un contexte de plus en plus hostile, il est urgent de mieux structurer le mouvement. Avec la décision de l'Ouganda de criminaliser jusqu'à la peine de mort les relations homosexuelles, la proposition de la Zambie de durcir la loi déjà existante, l'appel aux pays voisins de suivre ces exemples, l'interdiction par le gouvernement camerounais d'une visite diplomatique de l'ambassadeur français des **LGBTQI** en juin 2023, il est temps plus que jamais de mettre en place un fonds pour accompagner l'activisme queer en Afrique centrale, par les activistes queers.

C'est pour avoir un aperçu de l'état réel des besoins afin d'élaborer une réponse plus proche des communautés que cette recherche exploratoire a été menée.

Pour apporter des questions relatives à l'état des lieux des besoins en financement en Afrique centrale, l'on a mis en place un ensemble d'activités :

- Enquête quantitative (Développement et administration d'un questionnaire en ligne)
- Enquête qualitative (Entretiens en ligne avec des points focaux)
- Rédaction d'un rapport de recherche exploratoire

Nous sommes rendus ici à la dernière phase de notre méthodologie avec la disponibilité de ce rapport.

Ce rapport présente les résultats de cette recherche, les recommandations et les prochaines étapes.

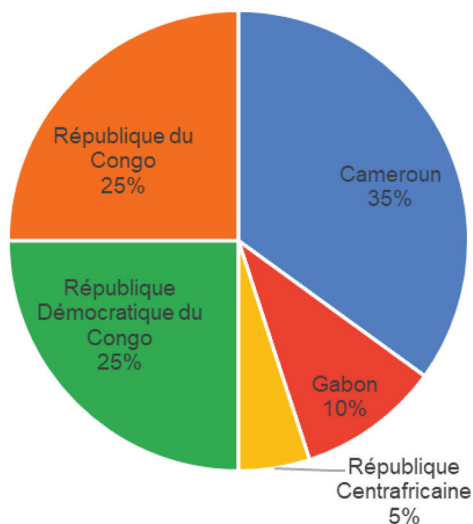
I-CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT

La recherche exploratoire a touché 5 pays de l'Afrique centrale à savoir le Cameroun, le Gabon, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo et la République du Congo. En plus des pays qui ont participé à la recherche exploratoire, nous avons pu rencontrer des activistes de l'Angola qui ont accepté de participer à un interview pour avoir leur donnée et enrichir le présent rapport.

20 organisations ont répondu au questionnaire, cependant suivant les entretiens il en existerait un peu plus de 60 dans l'ensemble des cinq pays.

Au Cameroun sur la quarantaine d'organisation existantes, 7 ont remplis le questionnaire et ont participé à la recherche, au Gabon les deux organisations existantes ont répondu au questionnaire, en république centrafricaine 01 organisation a répondu au questionnaire, en république Démocratique du Congo 05 organisations ont participé à la recherche, et République du Congo 5 organisations ont renseigné participer à la recherche.

Figure 1 : Récapitulatif de la participation à la recherche exploratoire par pays.



a) Typologie des organisations

Le mouvement queer en Afrique centrale est constitué essentiellement des organisations Francophones, cependant il existe dans la région un pays Lusophone, l'Angola et un pays hispanique, la Guinée équatoriale.

75% des organisations ayant participé à la recherche sont légalement enregistrées. Il est possible que la plupart des organisations non enregistrées ne se sont pas senties la

légitimité de répondre au questionnaire.

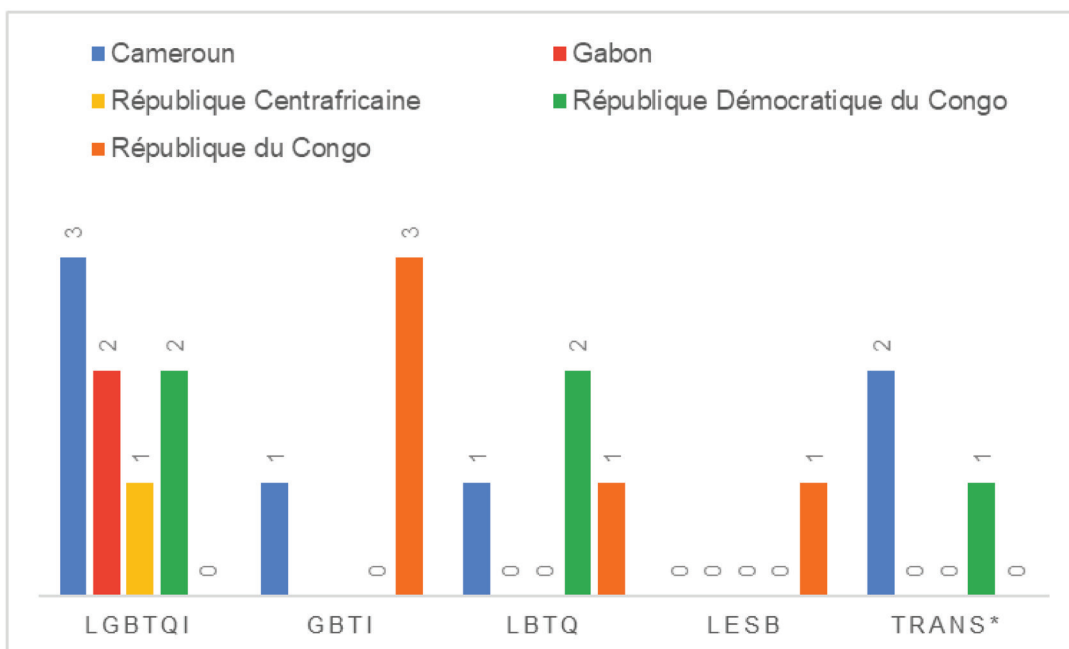
Il est aussi ressorti lors des entretiens une crainte liée au fait que certaines organisations enregistrées prétendaient travailler avec la communauté queer pour avoir des financements, mais en réalité n'étaient pas en contact ou très peu avec les personnes queer.

b) Couverture et cible

L'environnement queer d'Afrique centrale est en majorité pluri ciblée, soit 80% des organisations travaillent avec plus d'une cible tandis que 20% travail avec une cible spécifique (Lesbienne et Trans*).

L'on note ici le besoin de se diversifier pour capter le maximum de financement d'une part car 70% des répondant pensent que les organisations pluri ciblées ont plus de chance d'avoir des financements, et d'autre part le besoin d'intégrer une cible "population clé" pour être éligible aux nombreux financements existant dans le cadre de la lutte contre le VIH/sida, qui représentent près de 95% des opportunités de financement.

Figure 2: Cibles par pays



Parmi ces organisations, 60% organisent des actions à travers leurs pays et possèdent donc une couverture nationale, tandis que 40% ont une couverture qui se limite à une ville, un village, une commune à l'intérieur du pays.

95% des organisations à couverture nationale sont pluri ciblées, mais ici aussi il y a un

biais à la compréhension de la couverture nationale. La plupart des organisations se considèrent comme nationales une fois qu'elles ont des activités dans plus d'une ville/village/localité.

Mais on a aussi noté que c'est plus "porteur" pour les organisations de travailler au niveau national, ça permet d'ouvrir l'éventail des possibles quant à la recherche des financements. Est-ce cependant efficace?

II- BESOINS EN FINANCEMENT

En Afrique centrale il n'y a pas de financement spécifique à la région comme en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est avec ISDAO et UHAJ.

1) Priorités stratégiques et situation financière

Dans la logique organisationnelle, le besoin en financement découle d'une planification stratégique liée aux attentes des communautés. Cette planification stratégique est un repère pour les potentiels bailleurs mais aussi un document qui permet de lier l'action au besoin et de mesurer l'impact de l'atteinte des objectifs. Il met aussi en évidence les mécanismes de redevabilité entre l'organisation, les communautés et les partenaires. Cependant ce document est très technique et requiert souvent une expertise plutôt onéreuse pour des organisations en pleine émergence.

Ainsi **50 %** des organisations n'ont pas de planification stratégique, pourtant **63%** d'entre elles prétendent avoir une couverture nationale.

Par comparaison, il s'avère que les organisations dotées d'une planification stratégique ont des besoins en financement en moyenne 7 fois plus élevés que ceux n'en disposant pas. Sans visibilité élaborée les organisations minimisent les coûts, il s'agit d'un phénomène qu'on a appelé la peur du chiffre, N'ayant aucun élément qui justifie le besoin de financement raisonnable, les organisations mettent des chiffres acceptablement décents selon leur propre idée de la décence d'un budget, et espèrent avoir le minimum plutôt que rien. Et ceci est potentiellement un frein au développement organisationnel.

Parmi nos répondants, sur un besoin global estimé à **854 500 810 FR CFA**, **446 712 416 FR CFA** ont pu être mobilisés, soit à peine la moitié, avec un gap de 52,277%. Il est important de noter que **363 150 900 FR CFA** de ce montant ont été mobilisés par seulement 8 organisations, toutes légalement enregistrées et disposant d'une planification stratégique ! Mais encore **81,50%** de ces financements sont mobilisés par des organisa-

tions camerounaises (02) et de couverture nationale et pluri cibles. Le gap est d'autant plus important entre les pays.

L'on a aussi pu constater que les axes prioritaires financés en Afrique centrale sont :

- ▶ Les activités de VIH (17 récurrences)
- ▶ Les activités de plaidoyer (13 récurrences)
- ▶ Les activités d'autonomisations (5 récurrences)
- ▶ Les activités de réseautage, participation au conférence, voyage d'échange et autre (5 récurrences)
- ▶ Les salaires loyer et autres (3 récurrences)
- ▶ Les activités de bien être (1 récurrences)

Les organisations qui ont priorisé les loyers et salaires ainsi qu'autonomisation ont déclaré lors des interviews avoir répondu aux questions en comprenant qu'il s'agissait de ce qui était prioritaire pour elles et pas forcément les financements reçus pour ça, ce qui en majorité concernent le VIH/sida.

Il est évident donc, qu'en Afrique centrale pour prétendre aux financements en l'état actuel des choses, il faut travailler dans le cadre de la lutte contre le VIH et donc intégrer ces cibles prioritaires, et aussi faire du plaidoyer dans la même lancée. Ce qui est entendu par plaidoyer demeure cependant assez flou et mérite d'être approfondi.

Les organisations ont expliqué leur volonté de se concentrer sur les besoins réels de leurs communautés respectives, mais face à la difficulté d'avoir des ressources, elles ont été très souvent obligées de s'arrimer aux cibles et axes prioritaires de n'importe quel bailleur qui passerait par-là (expression utilisée par une personne lors des entretiens).

2) Mobilisation des ressources et enjeux

Les organisations queers dans cette région ont identifié plusieurs mécanismes de mobilisation des ressources, allant des réponses à des appels à projet, aux dons, legs, levées des fonds chez des fondations et des particuliers, ainsi que les cotisations des membres et des activités génératrices de revenus.

95% d'organisations utilisent toutes ces méthodes à la fois tandis que 5% n'utilisent que la réponse à des appels à projet comme stratégie de mobilisation des ressources. Si 5% des organisations mobilisent des fonds uniquement via des appels à projet, c'est aussi que l'appel à projet est la méthode transversale la plus utilisée par la plupart (17 récurrences) des organisations de la région et la plus importante en comparaison aux

autres méthodes. Sachant que l'Afrique centrale est francophone à 75% et que dans cette région, seuls la France et les pays bas octroient des financements spécifiques en Français (d'autres bailleurs essaient d'être inclusif, mais leur première langue n'est pas le Français) le champ des possibilités est extrêmement réduit.

En termes de difficultés, en plus de la langue (la difficulté de la langue n'est pas exclusive à l'Anglais ou le Français, mais aussi à l'utilisation des langues locales comme le lingala mieux compris et parlé dans certaines zones de la sous-région), il y a la complexité des appels à projet dont les exigences sont souvent au-dessus des capacités des organisations. En effet pour un besoin estimé à 14 000 000 pour une année, les organisations mobilisant exclusivement par appel à projet ont pu récolter 5 000 000 fr CFA, soit un gap de plus de 74%.

Les autres difficultés concernent :

- Absence de répertoire des bailleurs potentiels, manque de stratégie de mobilisation
- Manque de matériels de travail, expérience en mobilisation de ressources limitée, espace de recherche inadapté, ressources humaines limitée, mécanisme d'octroi complexe
- L'absence des bailleurs spécifiques, flexibles et pérennes ;
- La compétitivité avec les autres organisations, les ressources pas suffisantes face aux besoins des communautés LGBTQ+ ;
- Insuffisance de connaissance des partenaires, inaccessibilité des fonds, homophobie du contexte et de certains bailleurs de fonds.

Pour répondre à toutes les difficultés identifiées en plus de la mise en place de ce fond régional il est important de prendre en compte les recommandations portées par les communautés elles-mêmes.

III-RECOMMANDATIONS

Cette recherche exploratoire étant la première du genre dans la région, il était important et très enrichissant d'écouter les cibles elles-mêmes sur leur vision de la disponibilité des ressources.

De façon plus large et non priorisé les recommandations ressorties sont les suivantes :

- La création d'un fond d'opportunité émergent pour les jeunes organisations est plus que nécessaire
- Rendre plus flexible les financements et impliquer les communautés dans les processus d'octroi des financements ;
- Renforcer les capacités des organisations sur la mobilisation des ressources
- Renforcer le réseautage et networking
- Accroître la visibilité des organisations pour leur permettre de capter plus de

financements et d'attirer davantage l'attention des donateurs.

- Renforcer les organisations sur l'écriture de leurs documents stratégiques
- Favoriser le transfert de connaissance pour améliorer les connaissances intergénérationnelles
- Rendre les appels disponibles en langues locales et en formats accessibles aux personnes qui ne peuvent ni lire ni écrire.

De façon plus spécifique certaines recommandations ont été formulées à l'endroit des cibles spécifiques :

i) A l'attention des organisations

- ▶ Développer un cadre stratégique des interventions de l'organisation
- ▶ Documenter toutes les actions entreprises par l'organisation. Car certains contextes ne permettent pas l'enregistrement des organisations identitaires, il est important de le consigner et l'intégrer dans les documents directeurs de l'organisation ;
- ▶ Expliquer à tous les potentiels bailleurs l'importance de prendre en compte les priorités de l'organisation et non l'inverse ;
- ▶ Toujours inclure dans les budgets les salaires et les charges locatives, ainsi que des activités de bien-être et de justes réparatrices ;
- ▶ Travailler avec des cibles liées aux axes stratégiques de l'organisation et surtout dont on maîtrise réellement les besoins ;
- ▶ Développer des cadres de collaborations avec les autres organisations du pays ou de la région pour postuler à des fonds ou pour la mise en œuvre des activités.

ii) A l'attention des (potentiel) partenaires techniques et financiers

- Mettre en place des procédures plus flexibles (retirer l'obligation de l'enregistrement des organisations) et plus pérennes de financement (financement pluri annuel, ou en continu) ;
- Accompagner les organisations : du procédé de réponse à l'appel à projet, à l'obtention du financement et à la mise en œuvre des activités ;
- Le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles doit faire partie intégrale des axes prioritaires de tout octroi de financement ;
- Privilégier les cibles plus vulnérables comme les LBTI, les zones les moins couvertes (prioriser d'autres pays par rapport au Cameroun suivant les cibles), les zones rurales, les zones en guerres...etc ;
- Mettre en place des mécanismes de financement adaptés aux besoins du contexte et aux cibles ;
- Privilégier les demandes de financement en réseau (consortium)

- Donner de la chance aux nouvelles organisations qui apportent de l'innovation dans leur approche avec des cibles les plus touchées et selon l'urgence de chaque pays.
- Être flexible quant aux organisations qui ne sont pas encore légalement enregistrées.
- Octroyer des financements en direction d'une cible spécifique uniquement aux organisations dirigées par cette cible et dont le travail prioritaire est orienté vers cette cible ;
- Décentrer le VIH ;

IV) PROCHAINES ÉTAPES

Après la diffusion du présent rapport, il sera question de mettre en place une équipe de travail composé d'activistes de la sous-région Afrique centrale qui vont travailler sur :

- Les documents directeurs du fonds ;
- Les stratégies prioritaires d'octrois de fonds ;
- Les critères d'éligibilités du Fonds ;
- Les cibles prioritaires ;
- Le plan de mobilisation de ressources propre au fonds ;
- Le calendrier d'octroi de financement et les cycles ;
- Le système de gestion administratif et financier du fonds ;
- Le plan de communication autour du fonds ;
- Les mécanismes de suivi-évaluation et de redevabilité du fonds.
- Mise en place du mécanisme permanent de gestion du fonds.

PLANIFICATION OPERATIONNELLE

Livrables	Période	Besoin/ressources	Responsables
Note conceptuelle du fonds, (dénomination, portée, vision, mission, logo, identité visuelle...)	De Novembre 2023 à Février 2024	Connexion de l'équipe de travail et 1 atelier régional de validation	Équipe de travail
Stratégies prioritaires du fond, y compris les critères d'éligibilités, les cibles, zones prioritaires, les cycles	De Février à Avril 2024	Consultance(recrutement) et connexion internet de l'équipe de travail	Équipe de travail
Manuel de procédure administratif et financier du fonds	De Mars à Juin 2024	Consultance (recrutement) et connexion internet de l'équipe de travail	Équipe de travail
Plan de mobilisation de ressource propre au fonds	De Mars à Juin 2024	Consultance (recrutement) et connexion internet de l'équipe de travail	Équipe de travail
Plan de communication du fonds	De Mars à Juin 2024	Consultance (recrutement) et connexion internet de l'équipe de travail	Équipe de travail
Manuel de suivi évaluation apprentissage et appropriation du fonds	De Mai à Septembre 2024	Consultance (recrutement) et connexion internet de l'équipe de travail	Équipe de travail
Contrat signé pour la gestion du fonds	Novembre 2024	Connexion internet de l'équipe de travail	Équipe de travail
Ouverture du premier cycle d'octroi de financement	Janvier 2025	Salaire de la gestion du fonds/Les fonds disponibles pour reverser aux organisations	Responsable de la gestion du fonds

Conclusion

Il paraît évident que la sous-région Afrique Centrale est en pleine expansion, et en demande urgente d'un fonds spécifique destiné non seulement à renforcer les capacités existantes, mais aussi à susciter et à accompagner les nombreuses initiatives et projets en latence, faute de soutien. Ce rapport montre qu'au-delà de la création d'un fonds, l'accompagnement stratégique et matériel, par la mise en réseau ou un parrainage rapproché sont autant de pistes à explorer par les bailleurs et les organisations les plus avancées stratégiquement.

